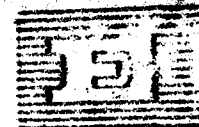


NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/2378  
10 mars 1953  
FRANCAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

## SITUATION DES SURVIVANTS DES CAMPS DE CONCENTRATION NAZIS

### Quatrième rapport du Secrétaire général sur l'état de la question

#### SOMMAIRE

Le présent document, qui est soumis au Conseil pour information, contient des renseignements complémentaires sur les mesures qui ont été prises depuis la treizième session du Conseil pour donner effet à la résolution 386 (XIII) en ce qui concerne l'indemnisation des survivants des camps de concentration qui ont été, sous le régime nazi, victimes d'expériences prétendues scientifiques.

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. Introduction .....	1-5
II. Consultations avec les autorités allemandes compétentes ..	6-13

## I. INTRODUCTION

1. Le Secrétaire général a déjà soumis au Conseil, à ses douzième, treizième et quatorzième sessions, trois rapports indiquant les mesures prises pour améliorer le sort des survivants des camps de concentration nazis qui ont été victimes d'expériences prétendues scientifiques; ces rapports constituent les documents E/1915 du 6 février 1951<sup>1/</sup>, E/2087 du 21 août 1951<sup>2/</sup> et E/2259 du 18 juin 1952.
2. Le premier rapport sur l'état de la question (E/1915) rendait compte du nombre, des lieux de résidence et de la situation des victimes, ainsi que de leur situation au regard de la législation allemande; il contenait également une note sur les fonds et les services internationaux pouvant servir à aider ces victimes. Après avoir examiné ce rapport, le Conseil a adopté, le 19 mars 1951, la résolution 353 (XII), dans laquelle il adressait notamment un appel aux autorités allemandes compétentes pour qu'elles assurent la réparation la plus complète possible des préjudices subis par les victimes.
3. Le deuxième rapport sur l'état de la question (E/2087) exposait, dans leurs grandes lignes, les mesures prises par le Secrétaire général pour donner effet à la résolution 353 (XII) et rendait compte de ses consultations avec les autorités allemandes compétentes, de la législation en vigueur dans la République fédérale d'Allemagne en matière d'indemnisation et des consultations avec l'Organisation internationale pour les réfugiés et l'Organisation mondiale de la santé, ainsi qu'avec des organisations de bienfaisance; il donnait également des détails supplémentaires sur le nombre, les lieux de résidence et la situation des victimes. Le Secrétaire général formulait en outre certaines suggestions touchant les mesures qui pourraient être prises pour améliorer le sort des survivants. Ayant examiné ce rapport, le Conseil a, le 15 septembre 1951, adopté la résolution 386 (XIII) par laquelle il a notamment chargé le Secrétaire général de transmettre au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne la documentation dont il disposait sur le nombre et les

---

<sup>1/</sup> Voir les Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, douzième session, Annexes, point 15 de l'ordre du jour.

<sup>2/</sup> Id., treizième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

lieux de résidence des victimes et de faire connaître à ce Gouvernement que, de l'avis du Conseil, l'examen et la certification des demandes de réparations étaient une question qui concernait le Gouvernement fédéral.

4. Dans son troisième rapport sur l'état de la question (E/2259), le Secrétaire général a rendu compte au Conseil les mesures qu'il avait prises pour donner effet à la résolution 386 (XIII). Ce rapport rendait compte des nouvelles consultations qui avaient eu lieu avec les autorités allemandes compétentes et de la gestion des allocations prélevées sur le Fonds de réparation de Paris pour l'assistance aux victimes.

5. Le présent rapport expose, dans leurs grandes lignes, les nouvelles mesures qui ont été prises en exécution de la résolution 386 (XIII), depuis la publication du dernier rapport sur l'état de la question.

## II. CONSULTATIONS AVEC LES AUTORITES ALLEMANDES COMPETENTES

6. En exécution de la résolution 386 (XIII), le Secrétaire général a continué de réunir une documentation sur les cas individuels et, depuis le mois de juin 1952, a transmis au Gouvernement fédéral des renseignements sur 243 cas nouveaux. Au 31 janvier 1953, le Secrétaire général avait transmis au Gouvernement fédéral 468 demandes de réparations au total.

7. Complétant sa communication antérieure du 23 avril 1952<sup>3/</sup>, le Gouvernement fédéral a, le 10 juillet 1952, fait connaître au Secrétaire général les mesures qu'il avait prises jusqu'à cette date en vue d'indemniser les victimes.

L'essentiel de cette communication est reproduit ci-dessous :

"1) Un comité interministériel chargé, en vertu de la décision adoptée le 26 juillet 1951 par le Gouvernement fédéral, d'examiner les demandes de prestations, a tenu sa première séance le 6 mai 1952. Ce comité a élaboré des directives sur les règles à observer pour donner suite à ces demandes. Il convient d'indiquer que, de l'avis du comité, toute personne pour laquelle il est établi qu'il s'agit bien d'une victime d'expériences prétendues scientifiques effectuées dans un camp de concentration nazi et qui n'a pas encore reçu d'autre indemnisation a, en principe, droit à des prestations.

<sup>3/</sup> Voir le document E/2259, paragraphe 7.

"2) Etant donné que, dans le cas d'un grand nombre de demandes émanant de l'étranger, la documentation nécessaire est encore incomplète, le Comité a décidé d'envoyer aux Pays-Bas et en Belgique une Commission composée de délégués du Gouvernement et chargée de procéder sur place à un examen préliminaire pour hâter le règlement de la question. Cette Commission est restée à Amsterdam du 19 au 22 mai 1952 et s'est ensuite rendue à Bruxelles.

"3) Au cours d'une série de réunions, le Comité interministériel avait, au 1er juillet 1952, examiné au total 62 demandes. Dans 33 cas, les intéressés ont reçu des prestations en espèces. Dix-huit demandes ont dû être rejetées, leurs auteurs ne remplissant pas les conditions prévues par la décision du 26 juillet 1951 relative au versement des prestations. Pour 11 cas, la décision a été différée pour supplément d'information.

"4) Dans les cas où il a été statué sur leurs demandes, les intéressés domiciliés à l'étranger seront informés par les services diplomatiques de la République fédérale de la décision prise à leur sujet. Ces services seront également chargés du versement des prestations et l'on a pris des dispositions pour que ces sommes soient versées dans la monnaie du pays où l'intéressé a établi sa résidence permanente".

8. Le 2 octobre 1952, le Secrétaire général a adressé au Gouvernement fédéral une note demandant des renseignements sur l'état, au 1er septembre 1952, des mesures prises pour indemniser les survivants, et notamment les détails sur chacune des demandes de réparations.

9. En réponse à la demande du Secrétaire général, le Gouvernement fédéral a déclaré ce qui suit, dans une note en date du 22 septembre 1952 :

"1) Le Comité interministériel de la République fédérale d'Allemagne qui avait été chargé d'examiner les demandes de réparations des survivants d'expériences prétendues scientifiques effectuées dans les camps de concentration nazis, avait statué sur 156 cas au 1er septembre 1952. Le nom des réclamants et le texte des décisions que le Comité a prises en ce qui les concerne sont reproduits dans la liste ci-jointe.

"2) Il y a lieu de signaler que le Comité, dont le personnel comprenait deux médecins experts, a cherché, dans la mesure du possible, à se prononcer sur chaque cas, compte tenu de ses aspects particuliers. Ainsi, dans les cas des personnes soumises à des expériences identiques, le Comité s'est efforcé de fixer le montant de la somme à verser à chacun des intéressés en fonction des effets de ces expériences sur sa santé. Le Comité a malheureusement dû rejeter les demandes dont les auteurs ne remplissaient pas les conditions requises par la résolution adoptée le 26 juillet 1951 par le Gouvernement fédéral.

"3) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a communiqué à chacun des réclamants dont le nom figure dans la liste ci-jointe la décision prise à son sujet, ainsi que les motifs de cette décision. Les personnes qui ne résident pas en Allemagne ont reçu les sommes qui leur ont été octroyées, dans la monnaie de leur pays de résidence; ces versements ont été effectués par les services diplomatiques de la République fédérale d'Allemagne. Un grand nombre de demandes sont encore à l'étude".

10. Il ressort de la liste mentionnée dans la note ci-dessus qu'au 1er septembre 1952 le Gouvernement fédéral avait versé la somme de 351.673,20 Deutsche Mark à 108 réclamants, 48 demandes de réparations ayant été rejetées.

a) Cette somme a été répartie comme suit :

2	réclamants	ont	reçu	25.000	DM	chacun
3	"	"	"	10.000	"	"
2	"	"	"	6.000	"	"
8	"	"	"	5.000	"	"
2	"	"	"	4.500	"	"
7	"	"	"	4.000	"	"
2	"	"	"	3.500	"	"
14	"	"	"	3.000	"	"
1	"	"	"	2.673,20	"	"
4	"	"	"	2.500	"	"
57	"	"	"	2.000	"	"
2	"	"	"	1.500	"	"
4	"	"	"	1.000	"	"

b) Le Gouvernement fédéral a indiqué que 48 demandes avaient été rejetées pour les motifs suivants :

- Dans 27 cas, les réclamants "n'avaient pas été victimes d'expériences prétendues scientifiques".
- Dans 15 cas, les réclamants "n'avaient pas besoin de secours".
- Dans 2 cas, "la santé des réclamants n'avait pas été compromise".
- Dans 4 cas, les réclamants "avaient déjà été indemnisés".

c) Les réclamants qui ont reçu satisfaction, classés par type d'expérience dont ils ont été victimes ont touché les prestations suivantes :

<u>Type d'expérience</u>	<u>Nombre de cas</u>	<u>Montant payé dans chaque cas</u>
Stérilisation	53	2.000 DM ou moins
	34	2.000 à 5.000 DM
Paludisme	5	2.000 DM
	4	3.000 à 6.000 DM
Injections	1	2.000 DM
	1	10.000 DM
Transplantation d'hormones	1	2.000 DM
Typhus exanthématique	1	2.000 DM
	1	1.500 DM
Basses températures	1	10.000 DM
Sérum	1	2.000 DM
Rayons X	1	25.000 DM
	1	10.000 DM
Sulfonamide	1	25.000 DM
Phlegmon	2	5.000 DM

11. Dans une note en date du 29 février 1952, le Secrétaire général a adressé au Gouvernement fédéral un certain nombre de suggestions concernant la procédure d'examen et de certification des demandes. Dans sa réponse du 23 avril 1952, le Gouvernement fédéral a indiqué qu'il avait "réserve un accueil favorable aux suggestions qui lui avaient été soumises .... au sujet de l'assistance que pourraient lui apporter les experts pour éclaircir les cas douteux"; il a ajouté qu'il adresserait peut-être au Secrétaire général d'autres communications au sujet de ces suggestions<sup>4/</sup>. Le Secrétaire général n'a reçu sur cette question aucune autre communication du Gouvernement fédéral.

<sup>4/</sup> Voir le document E/2259, paragraphes 6 et 7.

12. Un certain nombre de réclamants ont adressé des lettres au Secrétariat pour rendre hommage aux efforts déployés en leur faveur par l'Organisation des Nations Unies. Par contre, un grand nombre de réclamants se sont plaints, suivant les cas, de l'insuffisance des indemnités qu'ils avaient reçues, du rejet de leurs demandes, de la méthode employée par les représentants des autorités fédérales pour examiner leur cas ou des délais apportés par le Gouvernement fédéral pour statuer sur leur demande.

13. En application de l'alinéa a) du paragraphe 8 de la résolution 386 (XIII), le Secrétaire général a transmis au Gouvernement fédéral la teneur d'un certain nombre de ces communications.

14. Le Secrétaire général fournira en temps utile au Conseil les renseignements complémentaires qui pourront lui être nécessaires.

-----

